



**Question parlementaire orale de Philippe HENRY, député fédéral,
au ministre du Climat et de l'énergie concernant la participation de l'IRE et de
Belgoprocess à la campagne de publicité pronucléaire**

Une gigantesque campagne de communication autour de l'avenir du nucléaire en Belgique a été commanditée par le Forum nucléaire. Il y a de quoi être interpellé lorsque l'on se rend compte de la composition du forum nucléaire, dont font notamment partie – et parmi les membres actifs, c'est-à-dire les plus contribuant financièrement – l'IRE et Belgoprocess.

L'IRE a été récemment sous les feux de l'actualité en raison de la crise grave d'il y a quelques mois. Suite à cet accident, de nombreuses mesures nécessaires ont été annoncées, qui ne sont pas encore réalisées.

Comment peut-on justifier qu'il soit possible à l'IRE de dépenser de l'argent public à des fins publicitaires alors que les actions de sécurité publique et environnementale ne sont pas encore réalisées ? Comment cette dépense peut-elle être une priorité ?

Plus grave, quelle crédibilité une institution telle que celle-là peut-elle avoir vis-à-vis de la population en prenant aussi ouvertement position pour l'avenir de l'énergie nucléaire, dans le cadre d'une campagne manipulatoire ?

Des questions tout à fait similaires se posent pour la filiale de l'ONDRAF, Belgoprocess. En outre, on ne peut que constater la simultanéité de cette campagne avec l'autre campagne menée par l'Ondraf concernant l'avenir des déchets nucléaires. Ce qui implique donc une stratégie clairement concertée et positionnant l'Ondraf comme un acteur engagé sur l'avenir de la filière nucléaire.

Le Ministre peut-il nous dire

- s'il était au courant de cette campagne et de ces participations financières ?
- quelle est l'implication financière des différentes composantes du forum dans la campagne ?
- quelles actions il a entrepris pour mettre fin à la participation d'entreprises publiques à une campagne ouvertement pronucléaire ?
- s'il trouve acceptable – tant sur le plan des principes que sur le plan financier - que l'on mélange ainsi les intérêts publics et privés

Philippe Henry